



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# FRANCE

**64<sup>ème</sup> session de l'Assemblée Générale des Nations Unies**

**Sommet sur le changement climatique**

**Discours de S.E. M. Nicolas Sarkozy  
Président de la République française**

New York, le 22 septembre 2009

(Vérifier au prononcé / Sous embargo jusqu'au prononcé)

\* \* \*

**64<sup>th</sup> Session of the United Nations General Assembly**

**Summit on climate change**

**Speech delivered by H.E. Mr. Nicolas Sarkozy  
President of the French Republic**

New York, 22<sup>nd</sup> September 2009

(Check upon delivery / Under embargo until delivery)

\* \* \*

**64a Asamblea General de Naciones Unidas  
Discurso del Señor Nicolas Sarkozy  
Presidente de la República Francesa  
en la Cumbre del Clima de las Naciones Unidas**

Nueva York, 22 de septiembre de 2009

(El discurso pronunciado es el unico valido)

MISSION PERMANENTE DE LA FRANCE AUPRES DES NATIONS UNIES  
245 EAST 47TH STREET, NEW YORK, N. Y. 10017 TEL. (212) 308-5700

Mesdames, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,  
Monsieur le Secrétaire Général des Nations-Unies,  
Monsieur le Président du GIEC,  
Mesdames et Messieurs,

Le 18 décembre à Copenhague, les 192 Etats membres des Nations Unies décideront de l'avenir de l'humanité et de notre planète.

Nous n'avons plus que 87 jours pour réussir.

Grâce au GIEC – et à travers le professeur PACHAURI, je remercie les savants unanimes -, nous savons que le réchauffement climatique est déjà une réalité. Nous savons qu'il s'accélère. Nous savons que si nous ne sommes pas capables de le limiter à 2°, nos enfants, nos petits enfants seront confrontés à une catastrophe échappant à tout contrôle.

Nous savons que nous sommes la dernière génération à pouvoir agir pour empêcher l'irréversible. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, l'enjeu d'une négociation dépasse le sort d'un pays, d'une région, d'un continent. Pour la première fois, nous devons décider de l'avenir de la terre toute entière.

Dans 87 jours, nous saurons si nous avons réussi, ou si nous avons failli à nos devoirs de responsables politiques.

L'heure n'est plus aux petits jeux diplomatiques, aux marchandages étriqués. L'heure est au courage, à la mobilisation, à l'ambition collective.

Nous réussirons ensemble, dans une démarche différenciée selon la situation de chacun, ou nous devons tous assumer nos responsabilités devant l'Histoire.

\*\*\*

Aujourd'hui, la négociation est au point mort. Et pourtant, nous connaissons tous les quatre pierres d'angle, parfaitement conformes aux engagements de Bali, qui nous permettront de réussir à Copenhague :

- réduction d'au moins 50% des émissions mondiales d'ici à 2050 par rapport à 1990 ;
- pour les pays développés, réduction d'au moins 80% de leurs émissions d'ici à 2050, avec des objectifs de moyen terme comparables, et compatibles avec l'objectif de long terme ;
- pour les pays émergents, réduction de la croissance de leurs émissions par rapport au scénario actuel d'augmentation, avec l'aide technologique et financière des pays développés ;
- enfin, solidarité active avec les pays les plus vulnérables, ceux d'Afrique et les petits Etats insulaires notamment.

Ce qui nous manque aujourd'hui, c'est la confiance et la volonté.

Disons-le franchement : de nombreux dirigeants redoutent que l'accord soit un frein à la croissance et bride en particulier le rattrapage engagé des pays émergents ou en développement.

Cette crainte est légitime. Nous devons y répondre. Comment ?

D'abord en démontrant, dans les pays les plus industrialisés, que nous pouvons connaître une croissance aussi forte que par le passé mais sobre en carbone. C'est ce que l'Union européenne a fait en adoptant en décembre dernier, sous présidence française, un paquet énergie – climat précis, complet, parfaitement en ligne avec les préconisations du GIEC et que nous mettons déjà en œuvre dans nos pays.

Ainsi, la France n'a pas attendu Copenhague pour tenir des assises générales de l'environnement et définir les modalités d'une « croissance verte ». A cette fin, nous venons d'adopter une taxe carbone.

Je voudrais saluer l'engagement du nouveau gouvernement japonais et appeler les autres pays industrialisés à prendre des engagements de moyen terme comparables, en ligne avec les préconisations du GIEC.

La deuxième réponse aux attentes des pays émergents et en développement est la mise en place de mécanismes efficaces pour organiser les coopérations technologiques et financer leurs actions. Le Mexique a fait une proposition de contribution universelle que beaucoup jugent équitable, parce qu'elle est fondée sur le niveau de développement et celui des émissions, passées et présentes. La France la soutient. Elle est prête à assumer sa part du coût additionnel pour les pays en développement des mesures d'atténuation et d'adaptation, évalué par la Commission européenne à 100 milliards d'euros par an d'ici 2020.

Plusieurs dirigeants estiment – et j'en suis – qu'il faudra aussi envisager des mesures d'ajustement aux frontières, conformes aux principes de l'OMC, pour les Etats qui décideraient de ne pas participer ou ne respecteraient pas l'accord. Parce que l'accord doit être efficace et éviter des délocalisations qui ne résoudraient rien. Et parce qu'il doit être juste et équitable pour être approuvé par nos opinions publiques.

Il y a un autre champ d'action auquel la France, avec le Brésil et les pays du bassin du Congo, attache une extrême importance et qui n'est pas assez pris en compte dans la négociation : notre nécessaire mobilisation pour sauver les forêts d'une destruction responsable à elle seule de 20% des émissions. La France propose un double système de financement des actions nécessaires : l'un public et l'autre par le marché carbone. Elle fera des propositions précises dans les semaines qui viennent.

Dans cette négociation, je souhaite aussi une initiative particulière pour l'Afrique. 17% seulement des Africains ont accès à l'énergie, alors qu'un potentiel immense demeure inexploité. Développer l'accès des Africains à une énergie propre, c'est aider l'Afrique à se développer et aider le monde à lutter contre le réchauffement climatique. Ce chantier est une priorité de la France, qui présentera ses propositions à la mi-octobre. Je souhaite qu'un chapitre des conclusions de Copenhague lui soit consacré.

La confiance naîtra si nous sommes convaincus qu'ensemble nous pouvons bâtir une nouvelle croissance, aussi forte mais plus sobre en carbone.

La confiance naîtra si ensemble nous bâtissons, brique après brique, un accord juste. Un accord équitable. Un accord où chacun fera sa part d'effort en fonction de ses responsabilités et de ses capacités.

Un accord qui devra enfin lancer l'Organisation Mondiale de l'Environnement. Nous avons besoin de cette organisation pour assurer un suivi efficace de l'accord de Copenhague et pour développer un droit international de l'environnement aussi respecté que celui du commerce. Nous avons besoin de regrouper les agences, comités et secrétariats aujourd'hui dispersés. La France propose que la création de cette Organisation soit décidée dès Copenhague et qu'elle soit mise en place en 2012, à l'occasion du sommet « Rio + 20 » que le Brésil propose d'organiser et que nous soutenons pleinement.

\*\*\*

Mesdames et Messieurs,

Le temps est compté : il nous reste 87 jours. Face à la complexité de cette négociation, un nouveau Sommet avant Copenhague est nécessaire. La France propose que les chefs d'Etat des principales économies, qui représentent 80% des émissions et qui avaient bien travaillé en juillet à L'Aquila, se retrouvent à la mi-novembre. Il leur reviendrait de préciser leurs engagements pour assurer le succès de Copenhague.

Bâtir la confiance. Faire preuve de volonté. Le moment en est venu.

Le temps n'est pas notre allié : il est notre juge et nous sommes déjà en sursis. Notre humanité, notre planète sont en sursis.

Prenons nos responsabilités devant l'Histoire. Pas demain : aujourd'hui.

Je vous remercie.

Ladies and Gentlemen Heads of State and Government,  
Mr Secretary-General of the United Nations,  
Mr Chairman of the IPCC,  
Ladies and Gentlemen,

On the 18<sup>th</sup> of December in Copenhagen, the 192 Member States of the United Nations will determine the future of humanity and our planet.

We have only 87 days left to succeed.

We know from the IPCC – and Professor Pachauri will pass on my thanks to the unanimous scientists – that global warming is already a reality. We know that it is accelerating. We know that if we cannot limit it to two degrees, our children, our grandchildren will face a totally uncontrollable catastrophe.

We know that we are the last generation that can take action to avert a point of no return. For the first time in the history of humankind, the stakes of a negotiation transcend one country, one region, one continent. For the first time, we need to decide on the future of the entire planet.

In 87 days, we will know whether we have succeeded or whether we have failed in our duties as political leaders.

The time has passed for diplomatic tinkering, for narrow bargaining. The time has come for courage, mobilisation and collective ambition.

Either we succeed together, with an approach that is differentiated according to everyone's capabilities, or we will all have to answer to History.

Today, negotiations are at a standstill. And yet we all know the four cornerstones that, according to the Bali roadmap, will enable us to succeed in Copenhagen:

- Reducing global emissions by at least 50% by 2050 below 1990 levels;
- Reducing developed countries' emissions by at least 80% by 2050, with comparable medium-term objectives that are consistent with the long-term goal;
- Reducing emerging countries' emissions growth compared to business-as-usual, with the technological and financial assistance of the developed countries;
- Last but not least, active solidarity with the most vulnerable countries, in particular in Africa and the small island states.

What we lack today is confidence and determination.

Let's be frank: many leaders fear that the agreement will put a brake on growth and, in particular, hinder the catching up process that emerging and developing countries have embarked upon.

This is a valid fear. We need to respond to it. How?

First of all, by showing, in the most industrialised countries, that we can achieve just as strong growth as in the past, but with a small carbon footprint. The European Union has done just this. In December 2008, under the French Presidency, the EU adopted a full, detailed climate and energy package perfectly in line with the IPCC's recommendations. We are already implementing this package in our countries.

So France has not waited for Copenhagen to address the pressing issue of the environment and to define the means for "green growth". With this in mind, we have just adopted a carbon tax.

I would like to commend the commitment of the new Japanese government and call on the other industrialised countries to make comparable medium-term commitments, in line with the IPCC's recommendations.

The second response to emerging and developing countries' expectations is to set up effective mechanisms to organise technological co-operation between them and finance their actions. Mexico has made a proposal for a universal contribution that many feel is fair, because it is based on the level of development and that of emissions, past and present. France supports it. It is ready to assume its portion of the additional cost of mitigation and adaptation measures for developing countries, which was assessed by the European Commission to be €100 billion annually between now and 2020.

Other leaders believe – and I am one of them – that we also need to consider border adjustment measures, which comply with WTO principles, for nations that decide not to be party to or not to respect the agreement. Because the agreement must be effective and avoid any relocations of companies that would not help. And because it must be fair and equitable for it to be accepted by public opinion.

There is another area of action that France, together with Brazil and the Congo Basin countries, considers to be extremely important and which is not sufficiently addressed in negotiations: our essential mobilisation to save the forests from destruction that is alone responsible for 20% of emissions. France is proposing a dual system for financing the actions needed: one is public and the other is based on the carbon market. It will put forward detailed proposals in the weeks to come.

In this negotiation, I would also like to see a special initiative regarding Africa. Only 17% of Africans have access to energy, while an immense potential remains untapped. Developing Africans' access to clean energy means helping Africa to develop and helping the world counter climate change. This is a priority for France and we plan to put forward our proposals in mid-October. I hope that a chapter in the Copenhagen conclusions will be devoted to this subject.

Confidence will rise if we believe that, together, we can build a new form of growth, just as strong, but low in carbon emissions.

Confidence will rise if together we build, brick by brick, a fair agreement. An equitable agreement. An agreement by which each and everyone will share in the effort according to their responsibilities and their capabilities.

An agreement that will lead to the creation of the World Environment Organization. We need this organization to effectively monitor the Copenhagen agreement and to craft international environmental law which is enforced to the same extent as trade law. We need to group together agencies, committees and secretariats which are currently dispersed. France proposes that the creation of this Organization be decided in Copenhagen and that it be set up in 2012 at the Rio+20 Summit, a summit Brazil has offered to host and to which we lend our full support.

\*\*\*

Ladies and gentlemen,

The countdown is on: we have 87 days ahead of us. Considering how complex this negotiation is, a new summit before Copenhagen is needed. France proposes that the Heads of States of the major economies, responsible for 80% of emissions, and who did a good job in July in L'Aquila, meet in mid-November. They will need to make clearer commitments to ensure Copenhagen's success.

Build confidence. Show determination. The time has come.

Time is not on our side: it is our judge and we are already on borrowed time. The human race and our planet are living on borrowed time.

Let's assume our responsibility to history. Not tomorrow: today.

Thank you.

Señoras y Señores Jefes de Estado y de Gobierno,  
Señor Secretario General de las Naciones Unidas,  
Señor Presidente del GIEC,  
Señoras y Señores:

El 18 de diciembre en Copenhague, los 192 Estados Miembros de las Naciones Unidas decidirán el futuro de la humanidad y de nuestro planeta.

Sólo nos quedan 87 días para alcanzar el éxito.

Gracias al GIEC –y por conducto del profesor Pachauri, quiero expresar mi agradecimiento a los sabios unánimes en este sentido– sabemos que el calentamiento climático es ya una realidad. Sabemos que se acelera. Sabemos que si no somos capaces de limitarlo a 2°, nuestros hijos y nuestros nietos se enfrentarán a una catástrofe que escapará a todo control.

Sabemos que somos la última generación que puede actuar para impedir lo irreversible. Por primera vez en la historia de la humanidad, el objetivo de una negociación supera el destino de un país, de una región o de un continente. Por primera vez, debemos decidir el futuro de la tierra entera.

Dentro de 87 días, sabremos si lo hemos logrado, o si hemos fracasado en nuestros deberes de responsables políticos.

Ya no es momento para los pequeños juegos diplomáticos, ni apretados regateos. Es la hora del valor, de la movilización y de la ambición colectiva.

Lo lograremos juntos, de manera diferente según la situación de cada uno, en la que todos deberemos asumir nuestras responsabilidades ante la Historia.

\*\*\*

Hoy, la negociación se encuentra en un punto muerto. Y, sin embargo, todos conocemos las cuatro piedras angulares, perfectamente conformes con los compromisos de Bali, que han de conducirnos al éxito en Copenhague:

- reducción de por lo menos un 50% de las emisiones mundiales de aquí a 2050 con respecto a 1990;
- para los países desarrollados, reducción de por lo menos un 80% de sus emisiones de aquí a 2050, con objetivos a medio plazo comparables, y compatibles con el objetivo a largo plazo;
- para los países emergentes, reducción del crecimiento de sus emisiones con respecto al escenario actual de aumento, con la ayuda tecnológica y financiera de los países desarrollados;
- por último, solidaridad activa con los países más vulnerables, los de África y los pequeños Estados insulares, en particular.

Lo que hoy nos falta es la confianza y la voluntad.

Digámoslo francamente: numerosos dirigentes temen que el acuerdo represente un freno para el crecimiento y obstaculice, en particular, la recuperación emprendida por los países emergentes o en desarrollo.

Ese temor es legítimo y debemos darle una respuesta. ¿Cómo hacerlo?

En primer lugar, demostrando, en los países más industrializados, que podemos experimentar un crecimiento tan fuerte como antes, pero sobrio en carbono. Es lo que hizo la Unión Europea al adoptar en diciembre pasado, bajo la presidencia francesa, un paquete “energía – clima” preciso, completo y perfectamente conforme a las recomendaciones del GIEC, que ya está en aplicación en nuestros países.

Así, Francia no esperó a Copenhague para celebrar una reunión general sobre el medio ambiente y definir las modalidades para un "crecimiento verde". A tal efecto, nuestro país acaba de aprobar un impuesto carbono.

Quisiera saludar el compromiso del nuevo gobierno japonés e instar a los demás países industrializados a que asuman compromisos a medio plazo comparables, en línea con las recomendaciones del GIEC.

La segunda respuesta a las expectativas de los países emergentes y en desarrollo es el establecimiento de mecanismos eficaces para organizar las cooperaciones tecnológicas y financiar sus acciones. México hizo una propuesta de contribución universal que muchos consideran equitativa, pues se fundamenta en el nivel de desarrollo y el de las emisiones pasadas y actuales. Francia la apoya, y está dispuesta a asumir su parte en el financiamiento del costo adicional que supongan para los países en desarrollo las medidas de atenuación y de adaptación, evaluado por la Comisión Europea en 100.000 millones de euros por año de aquí a 2020.

Varios dirigentes –con quienes coincido– estiman que deberán contemplarse igualmente medidas de ajuste en las fronteras, conformes a los principios de la OMC, para aquellos Estados que decidieran no participar o incumplieran el acuerdo. Porque el acuerdo debe ser eficaz y evitar deslocalizaciones que nada resolverían. Y porque debe ser justo y equitativo para ser aprobado por nuestras opiniones públicas.

Hay otro ámbito de acción en el que Francia, junto con Brasil y los países de la cuenca del Congo, otorga particular importancia y que no es lo suficientemente considerado en la negociación: nuestra necesaria movilización para salvar los bosques de una destrucción responsable, por sí sola, del 20% de las emisiones. Francia propone un doble sistema de financiamiento de las acciones necesarias: uno público y el otro mediante el mercado del carbono. Francia presentará propuestas precisas en las próximas semanas.

En esta negociación, deseo igualmente introducir una iniciativa particular a favor de África. El 17% solamente de los africanos tienen acceso a la energía, mientras un inmenso potencial se mantiene inexplorado. Desarrollar el acceso de los africanos a una energía limpia es ayudar a África a desarrollarse y ayudar al mundo a luchar contra el calentamiento climático. Esa obra es una prioridad para Francia, que presentará sus propuestas a mediados de octubre. Deseo que se le dedique un capítulo de las conclusiones de Copenhague.

La confianza nacerá si estamos convencidos de que juntos podemos construir un nuevo crecimiento, igual de fuerte, pero más sobrio en carbono.

La confianza nacerá si juntos construimos, ladrillo a ladrillo, un acuerdo justo. Un acuerdo equitativo. Un acuerdo en el que cada uno aporte su cuota de esfuerzo, en función de sus responsabilidades y de sus capacidades.

Un acuerdo que deberá, por último, lanzar la Organización Mundial del Medio Ambiente. Necesitamos a esa organización para garantizar un seguimiento eficaz del acuerdo de Copenhague y para desarrollar un derecho internacional para el medio ambiente, tan respetado como el del comercio. Necesitamos reagrupar las agencias, comités y secretariados hoy dispersos. Francia propone que la creación de esta Organización se decida en Copenhague, para ser establecida en 2012, con motivo de la cumbre "Rio + 20", que Brasil propone organizar y nuestro país apoya plenamente.

\*\*\*

Señoras y Señores,

El tiempo está contado: nos quedan 87 días. Frente a la complejidad de esta negociación, es preciso reunir una nueva Cumbre, antes de Copenhague. Francia propone que los Jefes de Estado de las principales economías, que representan el 80% de las emisiones y que trabajaron bien en julio, en L'Aquila, se reúnan a mediados de noviembre. Les corresponderá precisar sus compromisos para garantizar el éxito de Copenhague.

Construir la confianza. Demostrar nuestra voluntad. Ha llegado el momento.

El tiempo no es nuestro aliado: es nuestro juez y ya estamos en condena condicional. Nuestra humanidad y nuestro planeta están en condena condicional.

Asumamos nuestras responsabilidades ante la Historia. Mañana no: hoy.

Muchas gracias.